

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CONTRE LA MISERE, LE CHOMAGE, LA REPRESSION UNE SEULE PERSPECTIVE: LA RIPOSTE UNIE DE TOUS LES OUVRIERS

■ Au vu des derniers événements en France, des déclarations des partis de droite, de gauche, des syndicats, des gauchistes, largement relayés par tous les médias, tous les ouvriers devraient être convaincus aujourd'hui que "la jeunesse étudiante a remporté une grande victoire", qu'elle "a imposé un important recul au gouvernement Chirac", que celui-ci "se retrouve désormais contraint de faire une pause dans la mise en œuvre de sa politique anti-sociale", bref que l'année 87 s'ouvre sous de meilleurs auspices que l'année 86.

De telles affirmations pourtant, ne sont que rideau de fumée, mensonges, illusions ! Le retrait total du "projet Devaquet-Monory", de réforme de l'université et des lycées ne remet en aucune façon en cause "l'accroissement de la sélection par l'argent à l'école", "l'accroissement de l'inégalité face à la formation, à l'acquisition de diplôme et au chômage" contre lesquels s'est engagée l'agitation étudiante. Cette sélection, cette inégalité en effet ne dépendent pas de telle ou telle réforme scolaire, mais de la division de la société en classes antagoniques, bourgeoisie d'un côté, ouvriers de l'autre, exploités d'un côté, exploités de l'autre.

Elles proviennent du fait que la bourgeoisie cherche à imposer toujours plus de misère et de chômage à la classe ouvrière pour défendre son économie nationale dans le cadre de l'effondrement du système économique mondial.

Tout au plus ce retrait permet-il d'entretenir le mythe d'une jeunesse ayant des aspirations communes au delà des antagonismes de classes qui divisent la société ; de maintenir les fils de la classe ouvrière, les futures victimes du chômage, qui se sont fourvoyés à "lutter" sur le terrain étudiant aux côtés des fils de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, dans l'illusion que sur ce terrain "on peut obtenir quelque chose", "on est une force" alors que seule la participation aux luttes ouvrières contre la bourgeoisie peut faire reculer les attaques du gouvernement, que seule cette lutte est porteuse d'avenir.

Tout au plus ce retrait permet-il aux fils de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, parmi lesquels se recruteront la plupart des futurs exploités et gardes-chiourme de la classe ouvrière, de défouler leur enthousiasme juvénile aux côtés de leurs pairs plus âgés dans la "vaste réflexion et concertation sur l'école et l'université" proposée par le gouvernement (1).

La mise à l'index, dans la quasi unanimité bourgeoise, d'une poignée de policiers pour cause de "bavures sanglantes" ou même celle d'un ministre de l'In-

térieur aussi répugnant et maladroite que peut l'être Pasqua, ne remet d'aucune façon en cause la poursuite du renforcement de l'appareil de répression de la bourgeoisie auquel la gauche, PS, PC, a largement contribué, ni l'utilisation des matraques, des lancers de grenades à tir tendu contre les luttes ouvrières qui se développeront dans les semaines et les mois à venir (2).

Tout au plus ces mises à l'index permettent-elles aux faux-amis de la classe ouvrière et des opprimés, aux véritables défenseurs de la société capitaliste que sont le PS, le PCF, les syndicats, de chercher à faire oublier leur propre participation à la politique de chômage, d'austérité et de répression capitaliste, de se présenter "vierge de tout péché" devant les ouvriers pour tenter de continuer plus facilement à saboter leurs luttes, empêcher leur unité face aux attaques gouvernementales (3).

Le gel de la réforme du code de nationalité ne remet d'aucune façon en cause la poursuite et l'intensification de la politique de chasse et d'expulsion des travailleurs immigrés "en situation irrégulière".

Le gel de la réforme des prisons ne remet d'aucune façon en question le fait que ce sont, massivement, des éléments issus des classes les plus défavorisées, les plus touchées par la misère, l'exploitation capitaliste, qui subissent la rigueur de la "justice" de la classe bourgeoise, qui tombent sous le coup de lourdes peines de prison pour des délits mineurs, pendant que juges, politiciens, patrons, journalistes vivent de l'exploitation du prolétariat et que des escrocs trop ouvertement compromis, à la Châlier, bénéficient de faveurs et de régimes spéciaux.

En fait de "victoire de la jeunesse étudiante" et de "pause dans la politique anti-sociale du gouvernement Chirac", il y a simplement retrait de "réformes" fondamentalement inutiles à la bourgeoisie, concoctées inopportunistement dans le seul but de satisfaire la fraction la plus bornée politiquement de l'actuelle majorité gouvernementale. Ce retrait se justifie, aujourd'hui, non en raison de la force de la "jeunesse étudiante", mais tout simplement en raison de la crainte éprouvée par un des partis de cette majorité, le RPR, de voir le maintien de ces "réformes" lui faire perdre des suffrages au profit des autres lors de la prochaine farce électorale (4) prévue en 88.

Tout le bruit, tout le remue-ménage autour et sur l'agitation étudiante n'a d'autre but que de détourner l'attention des problèmes fondamentaux et incontournables qui se sont posés et qui se poseront avec

une plus grande acuité en 87 dans la situation en France :

- pour la bourgeoisie, défendre son économie nationale dans le cadre de l'aggravation de la concurrence sur le marché capitaliste mondial en crise et donc chercher à imposer, pour ce faire, toujours plus de chômage et d'austérité à la classe ouvrière (5);

- pour la classe ouvrière, développer une riposte massive et unie, seule capable de faire reculer ces attaques; déjouer les manœuvres de division de ses rangs que syndicats, gauchistes, PS, PC s'emploient à renforcer (3) et donc prendre de plus en plus résolument et systématiquement ses luttes en main :

- .en prenant elle-même l'initiative de la lutte comme l'ont fait les travailleurs de la SNCF en septembre 85, ceux de la RATP en décembre 85, les ouvriers de St. Nazaire le 21 octobre dernier;

- .en s'organisant, en discutant en assemblées générales ouvertes à tous les ouvriers et en formant ses propres comités de lutte;

- .en envoyant des délégations massives aux autres usines pour rechercher la solidarité active;

- .en se regroupant dans les mêmes lieux, en manifestant tous ensemble et non pas de façon séparée;

- .en mettant en avant les revendications qui sont communes à tous.

Et cela, malgré et contre le travail de division et de dispersion des syndicats.

Le 14/12/86
L.L.

Notes :

- (1) Cf. article sur le "mouvement" étudiant p.4
- (2) Cf. article sur la répression policière p.3
- (3) Cf. article sur les manœuvres de la gauche p.3
- (4) Cf. la position du CCI sur le parlementarisme et les élections dans sa Plate-forme (résumé p.8)
- (5) Cf. article sur les attaques anti-ouvrières p.2

Sommaire

FRANCE

- .Aggravation des attaques.....p.2
- .Répression et solidarité.....p.2
- .La gauche contre les luttes ouvrières.....p.3
- .Agitation étudiante.....p.4

SITUATION INTERNATIONALE

- .Perspectives des luttes ouvrières pour 1987.....p.6
- .USA/G.B./Brésil.....p.7
- .Leçons de la Pologne de décembre 81.....p.8

ETUDIANTS: UNE AGITATION SANS PERSPECTIVE, P.4 & 5

Attaques anti-ouvrières

1987: NI PAUSE, NI RECUL, MAIS... AGGRAVATION

■ A en croire les médias, l'"intransigeance" de l'agitation étudiante aurait fait reculer le gouvernement sur les mesures qu'il se préparait à mettre en place en cette fin d'année. Une forte publicité, relayée par toute la gauche, voudrait nous faire croire qu'une "pause" est amorcée dans l'attaque déployée : témoins de cette pause, le retrait des projets de loi Devaquet-Monory, le report de ceux sur le "Code de la nationalité" et la réforme des prisons.

Une telle "pause" ne porte que sur des projets fondamentalement inutiles par rapport à la question primordiale pour toute la bourgeoisie : défense de l'économie nationale capitaliste et défense de ses privilèges de classe.

Ouvriers, ne vous y trompez pas. Derrière cette sinistre campagne destinée à vous endormir, la bourgeoisie n'a amorcé aucun recul en ce qui concerne les attaques économiques sans précédent auxquelles elle tente de vous soumettre depuis des mois. Toute la panoplie est bel et bien maintenue.

ATTAQUE DU SALAIRE SOCIAL

Attaque en règle du "salaire social" : augmentation des cotisations sociales ; prélèvement supplémentaire de 0,4 % sur les revenus en février prochain ; réduction des remboursements médicaux et des allocations familiales.

Sur cet éventail de mesures destinées à faire payer à l'ensemble des ouvriers les déficits de la Sécurité sociale, le gouvernement n'a pas reculé. Souvenons-nous avec quel cynisme ce projet avait été présenté en juillet dernier par le ministre des Affaires sociales : "il s'agit là seulement de mesures permettant de se donner de l'air..." (cf. RI n°148).

Autrement dit, il s'agirait d'un simple "ballon d'oxygène". Effectivement, depuis lors, ces mesures n'ont cessé de s'amplifier, et toujours pour pressurer davantage le "salaire social" : suppression du

remboursement d'un nombre toujours croissant de médicaments ; suppression du remboursement à 100 % des visites à domicile ; suspension de la prise en charge des soins médicaux à 100 % après un arrêt de travail de plus de trois mois ; augmentation du forfait hospitalier (cf. RI n° 150).

Et aujourd'hui, en pleine "pause", le 6 décembre dernier, ministres et députés adoptent de nouvelles mesures contre la protection sociale qui prévoient, entre autres choses, une nouvelle augmentation du forfait hospitalier et la suppression de la franchise postale pour le courrier adressé à la Sécurité sociale.

LES LICENCIEMENTS AU COEUR DE L'ATTAQUE

Maintien de la loi sur les procédures de licenciement adoptée le 9 décembre dernier par les députés, ce qui permet de licencier plus rapidement et massivement.

Mais aucun recul sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement bel et bien entérinée le 3 juillet dernier et magistralement complétée le 6 août par la loi sur le travail "différencié" (interim, contrats à durée déterminée, temps partiel). Au bout du compte, ce sera pour 1987, une surexploitation sous-rémunérée avec son corollaire de licenciements massifs dans tous les centres industriels.

Quelle pause dans cette attaque ? Le 9 décembre, les députés légalisent le travail de nuit des femmes, et l'ordonnance sur la temps de travail : dorénavant, les ouvriers pourront être soumis à des horaires de 39 à 44 heures par semaine, sans application du tarif des heures supplémentaires.

Le 11 décembre enfin, le projet de réforme de l'ANPE est adopté. C'est, en perspective, la fermeture d'un certain nombre d'agences et le licenciement des employés dont il s'agit. Mais c'est surtout l'aveu de la caducité, désormais, de cette structure face au flot croissant du nombre des chômeurs de moins en

moins rémunérés.

Aucun recul non plus sur l'abrogation de la loi de 1945 sur le contrôle des prix. Dès janvier et février, les premiers effets ne vont pas manquer de se faire sentir par une augmentation des prix des biens de consommation, qui viendra grever d'autant les salaires ouvriers.

Ni recul ni pause dans l'attaque anti-ouvrière déployée par la bourgeoisie. C'est bien plutôt une aggravation des coups portés contre la classe ouvrière qui est à l'ordre du jour de l'année à venir.

Les licenciements massifs annoncés dernièrement viennent en témoigner :

- 20.000 ouvriers de la sidérurgie doivent être licenciés d'ici la fin 1988, soit un quart des effectifs restants ; la saignée déjà pratiquée début 84 sous le gouvernement Mauroy était donc insuffisante. Qu'aujourd'hui PC et PS simulent un désaccord sur ce nouveau plan acier ne fera pas oublier que les 30 mars et 20 avril 1984, ce sont ces mêmes PC et PS qui envoyaient les CRS contre les sidérurgistes de Longwy afin de leur faire accepter par la force les licenciements ;
- 6.000 nouveaux licenciements à la Régie Renault pour 1987, qui aggravent l'attaque déjà portée ces deux dernières années, avec aujourd'hui la perspective de licenciements secs ;
- suppressions d'emplois par milliers dans les PTT, à l'EDF, à la SNCF ;
- suppressions d'un quart des effectifs dans l'industrie d'armement.

Pour les ouvriers, il ne saurait être question de s'illusionner sur la propagande bourgeoise d'un recul dans les attaques de la bourgeoisie, encore moins sur celle d'une pause. Le pire est à venir et il est immédiatement clair : le budget de 1987 n'a permis à la bourgeoisie qu'une douzaine de milliards d'économies véritables ; celles à réaliser dans le budget 88 sont de l'ordre de 44 milliards. Cela a une signification essentielle pour les ouvriers : ce qu'ils ont versé en salaires, sueur et licenciements en 1986 est insuffisant. Là-dessus, le gouvernement réuni le 14 décembre à l'hôtel Matignon a tranché : la compétitivité des entreprises et l'évolution des coûts salariaux sont la préoccupation centrale du gouvernement. Le budget qui sera préparé en 87, "même dans un contexte pré-électoral, devra être exempt de démagogie (...); si des augmentations de dépenses sont nécessaires, elles devront être compensées par des économies sur d'autres postes" (cité par "le Monde" des 14 et 15 décembre)

(suite p. 3)

Répression policière

NON A LA SOLIDARITE DERRIERE LES CHAROIGNARDS

La police démocratique a une nouvelle fois frappé avec toute la sauvagerie qui la caractérise, utilisant les méthodes les plus brutales depuis les lances à incendie jusqu'au lancer de grenades lacrymogènes à tir tendu, en passant par l'utilisation des voltigeurs-motoportés. Le résultat est : plus d'une centaine de jeunes, voire des enfants, blessés dont plusieurs d'entre eux gravement atteints et probablement marqués pour la vie ; mais surtout l'un d'entre eux ne s'est pas relevé, matraqué qu'il fut jusqu'à ce que mort s'en suive.

La cruauté de ces actes soulève aujourd'hui un mouvement général de dégoût et de colère légitime dans l'ensemble de la population et particulièrement chez les ouvriers. Nul ne peut rester indifférent et surtout pas la classe ouvrière qui a, dans son histoire, plus d'une fois fait l'expérience, dans sa chair et dans son sang, de la confrontation aux forces répressives de l'Etat bourgeois. On a beau n'avoir aucune illusion face à ce dernier, on n'en est pas moins écoeuré et révolté devant les assassinats qu'il multiplie, d'autant plus lorsque ces victimes sont impuissantes.

Aujourd'hui, tout le monde se dit "solidaire" avec les victimes de cette répression. Ainsi dès l'annonce de la mort de Malik, et comme faisant écho à la colère générale, on a vu se soulever un tollé général dans toute la classe politique impliquant tous les partis de la bourgeoisie, de l'extrême droite (même le Front National serait ému par la mort de ce jeune étudiant "quelle que soit son origine" <sic !> comme le disait cyniquement l'un de ses représentants) aux gauchistes, en passant par les syndicats, l'Eglise et les démocrates de tout poil. Sont-ils contre la répression ? En aucune façon ! La bourgeoisie de droite, qu'elle soit libérale ou non, n'a jamais fait illusion de ce point de vue, et encore moins aujourd'hui que c'est son gouvernement qui a frappé. Si les Lecanuet, Barre, et consorts élèvent la voix, ce n'est pas pour reprocher au gouvernement d'avoir utilisé la répression, c'est pour lui reprocher de l'avoir utilisée inutilement, sans discernement, sans intelligence. C'est d'avoir utilisé "un marteau pour écraser une mouche" ; c'est d'avoir étalé toute la brutalité et la barbarie de leur classe alors que ce n'était pas utile face à une agitation étudiante qui n'a aucune perspective (cf. article dans ce numéro) et qui ne représente aucun danger pour l'ordre établi.

L'Eglise qui, par la bouche de son cardinal Lustiger, a alerté tout le monde : "un mort, c'est trop" ; et qui, contre "l'injustice" comme contre la misère n'a à proposer que la prière et la charité, c'est-à-dire la soumission.

Mais surtout la gauche qui, aujourd'hui, se fait le principal porte-drapeau de la campagne, dénonce les "bavures" et cloue cette brute épaisse et sans scrupule

qu'est Pasqua au pilori et organise des grandes manifestations de deuil avec, comme mot d'ordre : "Plus jamais ça !"

Est-ce que cela signifie : plus jamais de répression ? Sûrement pas !

Avec les autres fractions de la bourgeoisie, elle signifie au gouvernement qu'il ne doit plus se laisser aller à des dérapages de cette nature.

La répression ? Elle en connaît un rayon ! Le PC, qui donnerait même des leçons aux autres dans ce domaine, a le culot, aujourd'hui, d'envoyer ses représentants manifester "dans le calme, la dignité et le recueillement", alors que dans le même temps, aux Minguettes, il jette des familles ouvrières à la rue (cf. prochain numéro de RI) et que dans les rassemblements d'ouvriers comme lors des manifestations du 21 octobre dernier, le service d'ordre de sa centrale syndicale, la CGT, réprime brutalement les ouvriers "un peu trop combattifs" et les révolutionnaires "un peu trop entrepreneurs" !

Souvenons-nous aussi et entre autres, des bulldozers envoyés contre le foyer de travailleurs immigrés à Vitry. Souvenons-nous que dans sa participation aux campagnes "anti-terroristes" et "sécuritaires", sa principale revendication et suggestion est l'instauration de l'ilotage des quartiers ouvriers et autour des usines.

Souvenons-nous surtout de son soutien sans faille à la répression du mouvement ouvrier en Pologne par Jaruzelski en décembre 81 (cf. article), comme il avait soutenu auparavant les massacres d'ouvriers en Hongrie, en RDA, en Tchécoslovaquie, etc...

Le PS, lui aussi, n'a rien à envier aux autres. C'est la Social-Démocratie, passée à cette époque là dans le camp bourgeois dont il se revendique, qui a réprimé l'insurrection ouvrière en Allemagne en 1919 et assassiné Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. C'est le ministre socialiste Jules Moch qui a eu l'honneur de créer les CRS après la seconde guerre mondiale. C'est le PS qui les a envoyés en 1947 contre les ouvriers en lutte à Renault-Billancourt.

Et n'oublions pas l'expérience de gouvernement commun PS-PC depuis 1981 qui a permis, grâce à l'octroi de crédits plus qu'importants et à la réorganisation des services de police dont il était si fier, un renforcement sans précédent de l'appareil répressif de la bourgeoisie.

Souvenons-nous que Defferre comme Joxe et comme tout bon ministre de l'Intérieur d'un gouvernement bourgeois, a couvert les "bavures" de ses policiers.

Souvenons-nous que ce même gouvernement PS-PC a fait la chasse, et de façon particulièrement efficace, aux ouvriers immigrés dits en "situation irrégulière".

Souvenons-nous enfin (mais la liste est loin d'être exhaustive) que, par l'intermédiaire de son ministre

'communiste', Fiterman, il a fait la chasse aux sorcières lors de la grève sauvage des ouvriers de la SNCF à la gare St. Lazare en 1984.

Et ce sont tous ces bouchers qui pleurent aujourd'hui la mort de Malik et nous demandent d'aller manifester derrière eux en criant : "Plus jamais ça" ! Ils sont tous unis, soi-disant contre la répression, mais leur unité n'a qu'un seul objectif : calmer les esprits de façon immédiate et surtout canaliser toute la colère et tout le dégoût vers des impasses.

La seule solidarité qu'ils préconisent, c'est celle qui consiste à revendiquer une "bonne police", ou "une meilleure utilisation de la police", ou "une police qui soit plus près du peuple". Ils poussent même leur cynisme jusqu'à créer une "commission de surveillance des manifestations" : les fameux "casques blancs" formés de personnalités reconnues de la bourgeoisie et chargés de veiller à ce qu'il n'y ait pas trop de bavures dans la répression. Et c'est cette solidarité-là qu'ils cherchent à faire accepter à tout le monde, et en particulier aux ouvriers. Les ouvriers savent ce que c'est que la répression de la bourgeoisie, ils s'y confrontent chaque jour et ils s'y confronteront encore plus demain. Ils savent ce qu'est la police, qu'elle est faite d'abord et avant tout pour défendre les intérêts fondamentaux de la classe dominante. Si les étudiants se laissent mystifier par cette campagne revendiquant une "police plus démocratique", les ouvriers, eux, savent qu'on ne compose pas avec la bourgeoisie et avec sa police, qu'il n'y a rien à attendre de cette dernière, qui ne peut qu'assumer sa tâche de défense de l'ordre bourgeois.

La classe ouvrière n'a qu'une seule solidarité à ex primer.

Pas celle qui consiste à suivre tous ces charognards dans des impasses, pas celle qui consiste à se mettre à la queue du "mouvement" étudiant, à le soutenir, parce qu'il est impuissant et sans perspective par nature ; mais celle qui consiste aujourd'hui, à développer ses luttes sur son propre terrain (le seul qui puisse faire reculer la classe dominante), à les unifier pour se défendre contre les conditions de misère que lui fait subir de plus en plus la bourgeoisie et pour faire front efficacement à la répression policière.

C'est seulement à travers le développement de ses luttes unifiées et leur généralisation qu'elle pourra apporter la seule réponse à la misère et à la barbarie de ce système, et cela passera inévitablement par la destruction de l'Etat bourgeois.

J.E.

Syndicats, gauchistes, PC, PS

LA BOURGEOISIE S'ARME POUR DIVISER LA RIPOSTE OUVRIERE

■ A quoi a-t-on assisté au cours de ces dernières semaines dans les rangs de la gauche et des syndicats ?

A un changement d'attitude, un durcissement par rapport à la politique gouvernementale. D'aucuns y voient déjà un "réveil" de la gauche.

Le 21 octobre dernier, on a vu les syndicats, jusque là divisés, tenant des langages différents, parler tous d'unité. Ce n'était plus seulement la CGT et le PCF qui appelaient à se mobiliser dans la lutte, mais en même temps FO, la CFDT et la FEN.

On a vu s'agiter les divers groupes trotskystes qui réclamaient frénétiquement "l'unité syndicale" alors même que les syndicats appelaient les ouvriers à se mobiliser certes le même jour, mais à travers des manifestations séparées, organisées à des heures différentes.

Plus récemment, le 30 novembre, on a vu les bataillons enseignants de la FEN contrôlés par le PS, descendre dans la rue à Paris, alors que démarrait la contestation étudiante, pour afficher sa "solidarité" et réclamer le retrait du projet de loi Devaquet et de la circulaire Monory.

On a vu ensuite le PS, par l'entremise de son officine "syndicale étudiante", l'UNEF-ID animer, organiser le "mouvement" étudiant de bout en bout. Enfin le 10 décembre, tout ce beau monde : le PS en tête, la FEN, la CFDT, FO, aux côtés du PC et de la CGT, se retrouver derrière la "coordination étudiante" pour protester contre la répression du gouvernement à la suite de l'assassinat d'un étudiant par la police.

Cela signifie-t-il que tous ces gens-là, partis de gauche et syndicats, sont maintenant soudainement devenus des "amis", des "défenseurs" des ouvriers après s'être démasqués pour ce qu'ils sont : des organisations bourgeois, après avoir mené ou avoir appuyé pendant des années une politique directement anti-ouvrière au gouvernement ? CERTAINEMENT PAS ! Alors, pourquoi changent-ils de langage et de comportement ?

LA CLASSE OUVRIERE AU COEUR DES ENJEUX ACTUELS

Cela correspond au contraire aux tentatives de la bourgeoisie de s'armer du mieux possible face à la classe ouvrière pour toute la période qui vient. Alors que le mécontentement général s'aggrave au sein de la classe ouvrière, que la colère monte face à la dégradation de ses conditions d'existence à tous les niveaux, le gouvernement est affronté, sous la pression de l'accélération de la crise mondiale, à des échéances impératives dans sa défense de la compétitivité de l'économie nationale. La bourgeoisie n'a pas d'autre perspective pour 87 que celle de poursuivre et d'intensifier ses attaques contre tous les ouvriers en même temps (voir article p.2). La classe ouvrière est poussée inévitablement à riposter massivement aux attaques frontales de la bourgeoisie et, dans cette riposte, elle est amenée à affirmer ses propres besoins, sa propre volonté d'unification et à répondre aux questions qu'elle se pose déjà à l'heure actuelle dans ses luttes : comment être forts, comment s'opposer efficacement aux attaques de la bourgeoisie ? Comment lutter ensemble, de manière unie ? Elle n'a qu'un seul moyen : ne compter que sur elle-même pour prendre en charge l'unification de ses luttes.

Si cette dynamique est encore embryonnaire, est en train de mûrir en son sein, est encore en grande partie inconsciente dans la mesure où elle ne s'est pas exprimée ouvertement à une large échelle, la bourgeoisie, elle, est pleinement consciente du danger que cela représente pour ses propres intérêts vitaux. Pour elle, et plus particulièrement ses fractions de gauche et ses syndicats dont l'encadrement de la classe ouvrière est la charge spécifique permanente, il ne fait aucun doute que la classe ouvrière est placée au centre des enjeux de la situation actuelle.

La bourgeoisie est contrainte d'adapter, d'orienter sa stratégie face à la pression de la colère ouvrière et aux difficultés de lui imposer l'accumulation d'attaques frontales à l'ordre du jour et face à la menace d'explosions ouvrières massives posant la question de l'unification des luttes.

Pour cela, son objectif fondamental est de poursuivre le dégagement de la gauche de l'ornière, de la situation difficile où celle-ci est placée depuis mai 81 et qui a constitué un obstacle majeur totalement préjudiciable à sa fonction spécifique essentielle au sein de la bourgeoisie, d'encadrement et de mystification de la classe ouvrière.

Le désengagement du PC et de la CGT du gouvernement au cours de l'été 84 a été un premier pas pour y remédier. Le dégagement du PS, à l'issue des élections de mars 86, de toute responsabilité gouvernementale a été une autre étape nécessaire de ce processus. La mobilisation de tous les syndicats le 21 octobre dernier pour prévenir le danger d'une riposte massive et unie de tous les ouvriers a représenté encore une nouvelle adaptation importante de la bourgeoisie à la situation.

Le retour au premier plan du PS ces dernières semai-

nes comme "force d'opposition résolue au gouvernement", tant au niveau parlementaire que dans la rue, à la tête de la contestation étudiante et du mouvement de protestation contre la répression, constitue une étape de plus dans les moyens dont se dote la bourgeoisie pour faire face à la situation. Situation dans laquelle la perte considérable de crédibilité, la méfiance importante qui se sont développées dans la classe ouvrière vis-à-vis des partis de gauche au pouvoir, restent des handicaps énormes pour elle, tandis que la méfiance parallèle des ouvriers envers les appareils syndicaux, liée à leur politique de soutien indéfectible de la gauche, est encore aggravée aux yeux de la classe par toutes leurs manœuvres et leurs pratiques de sabotage quotidien sur le terrain des luttes.

La bourgeoisie ne dispose pourtant pas d'autres cartes pour essayer de contrer, de diviser, de saboter la riposte ouvrière. Elle doit tenter de renforcer le rôle de la gauche dans l'opposition, qui reste son arme politique essentielle contre la classe ouvrière. Elle n'a sur le terrain des luttes ouvrières pas d'autres moyens que de déployer les manœuvres de son arsenal syndical pour poursuivre le travail de sabotage et de division des luttes. C'est pourquoi, la gauche et les syndicats utilisent les événements pour tenter de pousser plus loin leur stratégie anti-ouvrière.

L'attitude de la bourgeoisie traduit à tous les niveaux le besoin d'organiser les manœuvres les plus larges possibles contre le prolétariat, à la mesure de l'ampleur du danger qu'il représente.

Quels moyens se donne-t-elle ?

Elle se partage le travail.

SYNDICATS ET GAUCHISTES CONTRE L'UNITE OUVRIERE

Face aux besoins, à la volonté de se battre tous ensemble qui tend à s'exprimer dans la classe ouvrière, le boulot préventif de division de la riposte ouvrière revient en priorité aux syndicats. Dans la mesure où la CGT, malgré le visage plus radical et combatif qu'elle affiche en première ligne depuis 2 ans, se retrouve affaiblie et ne dispose plus d'un crédit suffisant comme les autres syndicats pour prétendre assumer à elle seule l'encadrement des ouvriers, ce sont tous les syndicats qui le 21 octobre, se sont mobilisés pour tenter de saboter les aspirations à la riposte unitaire de la classe.

Quels étaient leurs objectifs ?

D'une part, obliger les ouvriers à choisir derrière quel syndicat manifester tout en utilisant la méfiance de la classe à leur égard pour tenter de les décourager de manifester massivement; d'autre part, diviser ouvertement les ouvriers en organisant plusieurs manifestations séparées, distinctes, pour essayer de démontrer que la lutte unie n'était pas possible.

Derrière eux le syndicalisme de base, principalement développé par les gauchistes de tout poil, tente de dévoyer la volonté de lutter unis qui se développe parmi les ouvriers animés d'une méfiance grandissante envers les syndicats, pour les ramener dans l'impasse du giron syndical en leur disant qu'il n'y a pas d'autre voie pour la lutte que la voie syndicale et que se battre pour l'unité ouvrière, c'est se battre pour l'unité syndicale, ce qui revient à les enfermer derrière leurs diviseurs et leurs saboteurs.

C'est la même entreprise de dévoiement de la volonté unitaire existante dans la classe qu'ont poursuivie les gauchistes en cherchant à noyer la classe ouvrière dans une contestation estudiantine, interclassiste, en tentant de raccrocher une fraction de la classe ouvrière à la queue d'une agitation sans perspective, en assenant le mensonge d'un mouvement de la "jeunesse" présenté comme une "force", en cherchant à déboussoler les jeunes ouvriers en les poussant à se mobiliser contre une "loi Devaquet" totalement étrangère à leurs préoccupations et à occulter leurs intérêts de classe. Comme le reste de

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

la bourgeoisie, ils ont pris une part active pour semer la confusion dans la tête des ouvriers et leur masquer la force réelle qu'ils représentent dans la situation actuelle.

PC ET PS : DANS L'OPPOSITION FACE AU PROLETARIAT

C'est aussi de façon significative qu'on voit le PC dans la situation abandonner un langage trop ouvertement "gestionnaire", proposant des "solutions" à la crise, des "plans de sauvetage" des entreprises et s'orienter de plus en plus nettement vers des thèmes de "révolution", de "rupture avec le capitalisme". Ainsi, la campagne d'affiches qu'il a répandue dans les quartiers ouvriers : "Moi et le capitalisme, ça ne marche plus !" Parallèlement, il déploie une agitation de plus en plus virulente contre le gouvernement, en tentant d'apparaître toujours comme le plus radical, le plus éloigné de toute idée de "cohabitation", de "compromissions" par rapport à lui.

Mais l'élément le plus significatif de la volonté de la bourgeoisie de regrouper, de concentrer le maximum de forces contre le prolétariat est le changement de l'attitude du PS, en ces dernières semaines, qui cherche à son tour à reprendre sa place dans le dispositif politique d'encadrement des ouvriers, avec un retard dû au simple fait qu'il s'agit de la fraction de la gauche la plus marquée par son passage au pouvoir.

Le PS vient ces dernières semaines d'accomplir un pas supplémentaire pour se replacer comme "force d'opposition" au gouvernement avec un double objectif :

- d'une part chercher à faire oublier et à tenter d'effacer des mémoires toutes les attaques, toutes les mesures d'austérité, toutes les répressions qu'il a sans relâche fait subir au prolétariat pendant 5 ans, tout ce qu'il a ordonné et fait appliquer contre lui. Il tente aujourd'hui de se faire réaccréder en cherchant à se démarquer de la politique du gouvernement actuel. Il se récrie : "On n'aurait jamais fait cela"; "on a toujours agi dans le cadre des méthodes démocratiques", pour finalement essayer de rétablir le vieux cliché : "la gauche, c'est quand même mieux que la droite pour les ouvriers." Pour cela, il a commencé à employer toute une agitation oppositionnelle au gouvernement, allant jusqu'à réclamer la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements de la police, et jusqu'à réclamer publiquement au Parlement la démission du ministre de l'Intérieur Pasqua;

- d'autre part, il s'agit pour lui de gagner une place dans les manifestations de rue en n'en laissant plus le monopole au PC, et cela même si c'est de manière encore indirecte, en restant dans l'ombre des manœuvres de syndicats sur lesquels il a un contrôle, comme la FEN, la CFDT, l'UNEF-ID, ou même FO et d'autres organisations qu'il a prises sous sa coupe, comme SOS-Racisme. Pour cela, il a pu saisir l'occasion de monter au créneau en prenant appui et en utilisant au maximum et entretenant à son profit la contestation étudiante dont le terrain interclassiste ne pouvait représenter aucune force sociale réelle, ne pouvait représenter aucun danger, aucune menace pour la bourgeoisie et son Etat. Cependant, la situation lui a offert un thème plus sérieux, plus crédible : la répression qui a rencontré un écho certain de sensibilisation dans la classe ouvrière. La manifestation du 10 décembre, derrière la "cohésion" de toute la gauche, annonce la mobilisation, le réarmement de toute la bourgeoisie dans sa tentative de réoccuper tout le terrain social, un élargissement du champ de manœuvres de la gauche face à la classe ouvrière. En même temps, tous étaient ensemble pour crier "Victoire" ! alors qu'ils ne célébraient que leurs propres retrouvailles, derrière le rideau de fumée dressé face aux ouvriers. Les obstacles, les pièges que la bourgeoisie tentera de placer demain sur la voie de la lutte ouvrière se révèlent à travers tout ce qu'elle prépare, met en place, affirme aujourd'hui.

Ces manœuvres, elle ne peut que les accentuer, les multiplier dans les mois qui viennent. La classe ouvrière ne devra pas se ranger derrière les banderoles trompeuses des uns ou des autres qui prétendent aujourd'hui la "défendre", alors qu'hier encore, elle subissait leurs attaques. Elle ne doit pas oublier ce qu'ont fait et font encore la gauche et ses syndicats contre elle.

La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même, sur ses propres forces pour prendre en main ses luttes et développer leur unification. Elle en a les forces. Elle en a les moyens. C'est pour cela que toute la bourgeoisie s'inquiète. C'est contre cela qu'elle ne peut qu'agir.

Y.D.

ATTAQUES (suite de la p.2)

Par ailleurs, les mauvais résultats de l'économie française sur le marché mondial, qui se sont déjà traduits par la poursuite de l'aggravation de la baisse des exportations et le maintien d'un fort déficit commercial (malgré la baisse du coût des importations des produits pétroliers), alors que la crise économique mondiale empire et que la concurrence entre pays capitalistes s'intensifie, ne lui permettent aucune pause dans l'attaque des conditions de vie ouvrières.

Ouvriers : aujourd'hui plus que jamais, face au renforcement de l'attaque qui va se poursuivre, la seule question qui se pose à vous est celle de votre riposte massive et unie, seul moyen pour faire reculer la bourgeoisie.

ETUDIANTS: UNE AGITATION SANS P

La vive effervescence étudiante et lycéenne qui vient de prendre place en France a été l'objet et la cause de bien des illusions et de bien des mystifications.

Si en toile de fond de cette agitation on trouve une inquiétude réelle face à un avenir social de plus en plus bouché, si la question du chômage constitue une angoisse profonde pour des centaines de milliers de jeunes de milieu ouvrier, les grèves et les manifestations auxquelles ils ont été mêlés ont été incapables, et il ne pouvait en être autrement, d'ouvrir une quelconque perspective. Interclassiste par essence, ce "mouvement" ne pouvait aboutir qu'à une récupération magistrale sur le terrain de la démocratie bourgeoise, celui des "droits de l'homme", de la "liberté-égalité-fraternité". Sa "victoire" n'en est pas une, ni pour la classe ouvrière, ni pour ses enfants qui pendant trois semaines ont dû mettre en sourdine leur propre préoccupation sur la question du chômage en se noyant dans une lutte qui n'était pas la leur. Seul, le mouvement de la classe ouvrière, leur classe, offre à ces éléments une perspective. C'est ce que le développement de ce mouvement va les obliger à comprendre.

LES MOUVEMENTS ETUDIANTS NE PEUVENT ECHAPPER AU TERRAIN BOURGEOIS...

1) Les étudiants et les lycéens ne constituent pas une classe dans la société. Une classe est définie par sa place au sein des rapports de production. Dans la mesure où la jeunesse scolarisée n'est pas, par définition, encore insérée dans ces rapports, les seuls critères permettant d'établir la classe d'appartenance des éléments qui la composent sont l'origine et le devenir social (qui en général sont équivalents) de ces éléments. Or, au même titre que d'autres catégories sociologiques telles que la jeunesse en général, les femmes, les gens de couleur ou les "consommateurs", on trouve dans la jeunesse scolarisée des éléments appartenant à toutes les classes et couches de la société. C'est pour cela qu'on ne peut pas parler d'un "mouvement étudiant" comme on parle d'un mouvement ouvrier. Tout au plus peut-on parler de mouvements estudiantins ou, encore mieux, d'étudiants en mouvement.

En effet, alors que la classe ouvrière constitue ou tend vers une unité tant au plan de ses revendications et luttas dans la société capitaliste qu'au plan de ses objectifs historiques, la jeunesse scolarisée, au même titre que la jeunesse en général, ne peut avoir de revendications spécifiques (sinon très secondaires par rapport aux questions centrales qui se posent dans la société) et encore moins de perspective historique propre. De ce fait les explosions de mécontentement qui peuvent agiter ce milieu sont en général impuissantes, stériles et ne peuvent mener nulle part sinon à une décomposition accélérée. A l'opposé de la classe ouvrière pour qui, plus un mouvement se pose des questions fondamentales et plus il renforce son unité, la condition du maintien de l'unité des mouvements estudiantins est justement qu'ils ne se posent pas des questions fondamentales, engageant l'ensemble de la vie de la société. L'unité entre des enfants de bourgeois, de petits-bourgeois de toutes sortes (professions libérales, cadres, petits commerçants, paysans) et d'ouvriers, entre des éléments qui sont en passe de s'insérer activement dans la classe exploiteuse et des éléments qui vont prendre place dans la masse des exploités et des chômeurs ne peut se réaliser (et encore de façon éphémère) qu'autour d'objectifs ne remettant nullement en cause ni les rapports de production existants, ni même leur bon fonctionnement (si l'on peut parler de "bon fonctionnement" de ceux-ci dans la situation de crise présente).

...COMME L'ILLUSTRE L'AGITATION DE L'AUTOMNE 86

2) C'est pour cette raison que la revendication unique mise en avant par le "mouvement" au cours des dernières semaines a été: "retrait de la loi Devaquet sur l'université" (et, dans une moindre mesure: "retrait de la circulaire Monory sur les lycées"). C'est-à-dire, en fin de compte, une revendication portant sur le mode d'organisation du système éducatif bourgeois en vue de lui permettre de fonctionner de façon optimale.

C'est également pour cette raison que la question du chômage, qui constitue la cause majeure du mécontentement et de l'inquiétude de la partie des étudiants et des lycéens directement liée par ses origines et son avenir à la classe ouvrière, a été complètement absente des mots d'ordre mis en avant dans les manifestations. Les nombreux lycéens d'origine ouvrière (notamment dans les Lycées d'Enseignement Professionnel), ainsi que la proportion des étudiants de même origine, et qui sont réellement préoccupés par le problème du chômage, au même titre que l'ensemble de la classe à laquelle ils appartiennent, n'ont eu d'autre possibilité que de faire taire cette préoccupation, que s'en interdire toute expression au niveau des mots d'ordre, à partir du moment où ils se sont engagés dans un mouvement interclassiste comme celui qui vient de se dérouler. Le chômage est un problème auquel s'affronte la classe ouvrière et elle seule fondamentalement. Tout mouvement qui ne se situe pas sur le terrain de celle-ci ne peut qu'évacuer ce problème.

C'est enfin pour les raisons évoquées plus haut, qu'un des thèmes majeurs au centre du "mouvement" a été l'apolitisme, thème amplement et fièrement revendiqué par les porte-parole de ce mouvement. Si l'apolitisme affiché pouvait se baser en partie sur une méfiance ou un scepticisme qui se développe dans toutes les parties de la société, et plus particulièrement dans la jeunesse, à l'égard du jeu des professionnels de la politique, il serait tout à fait erroné d'attribuer à cette cause un caractère déterminant. C'est ce qu'on a pu vérifier dès l'origine du "mouvement" par le fait que le parti socialiste, à travers sa succursale l'UNEF-ID, s'est

trouvé dans celui-ci comme un poisson dans l'eau. C'est ce qui s'est confirmé à la fin du "mouvement" lorsque la coordination étudiante a fait appel aux organisations syndicales pour venir épauler la manifestation du 10 décembre. En réalité, ce que recouvrait l'apolitisme du "mouvement", c'est la volonté délibérée de refuser de se poser des questions politiques dans la mesure même où de telles questions risquaient de faire éclater au grand jour l'hétérogénéité fondamentale existant entre les différents éléments participant à ce "mouvement". L'unité, l'ampleur et la "force" (illusoire) du "mouvement" reposait sur l'étouffement de tout débat (forçément de nature politique) sur les questions fondamentales qui sont aujourd'hui posées à la seule classe qui puisse changer la société: le prolétariat. Et si l'entrée en scène de la répression a, par la force des choses, donné au "mouvement" une coloration plus "politique", il s'agit uniquement d'une "politisation" bourgeoise au bénéfice du PS et des thèmes bourgeois comme la "défense des droits de l'homme" et la revendication d'une "bonne police" qui "plus jamais" ne réprimerait des manifestants (comme si elle pouvait servir à autre chose).

68 - 86 : DES FORMES DIFFERENTES POUR UN MEME MOUVEMENT SANS PERSPECTIVE

3) Le fait que l'agitation étudiante de ces dernières semaines se soit voulue apolitique, alors que celle qui s'est développée dans les années 60, et notamment en 68 en France, se soit au contraire revendiquée comme politique, et même "révolutionnaire" ne signifie nullement qu'il puisse exister une différence de fond entre les divers mouvements qui peuvent agiter la jeunesse scolarisée. Le mouvement de 68 et celui d'aujourd'hui sont de même nature. Ce qui les différencie, c'est le moment historique où ils prennent place.

Le mouvement de 68 (comme ceux qui l'ont précédé à partir de 64 aux USA) intervient à la fin de la période de reconstruction de l'après-guerre. Pendant cette période, les besoins même de la reconstruction, auxquels s'ajoute la nécessité pour l'appareil productif de faire appel à une force de travail ayant une formation beaucoup plus développée qu'auparavant, provoquent un gonflement rapide des effectifs des universités dans tous les pays avancés. Tant que se poursuit la reconstruction, il existe de réels débouchés relativement gratifiants pour la population universitaire. Par contre, lorsque cette reconstruction commence à atteindre ses limites, ces débouchés tendent à s'obscurcir, ce qui est un facteur de malaise croissant au sein de cette population. En particulier, la "sélection" (qui dans les faits a toujours existé) que différents gouvernements essayent de systématiser, et qui est déjà à cette époque à l'origine de bien des explosions estudiantines, correspond à la nécessité pour la bourgeoisie, qui commence à se heurter à la crise aiguë de son économie, de rentabiliser le mieux possible l'investissement que constitue pour elle l'enseignement. C'est bien pour ces raisons que, au sein des universités, ce sont les secteurs comme les "sciences humaines" (sociologie, psychologie...), c'est-à-dire ceux qui sont le moins directement rentables pour l'économie, qui sont en général les plus affectés par l'inquiétude devant l'avenir et partant, par la contestation.

A côté de ces conditions plus objectives des révoltes étudiantes des années 60, il faut également souligner d'autres facteurs spécifiques permettant plus particulièrement d'expliquer leur caractère "politique" et "radical".

D'une part, dans un certain nombre de pays, et notamment ceux qui ont connu les mouvements les plus importants tels que les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, il existait des circonstances historiques favorables à une "politisation" de la jeunesse, et notamment de celle qui était concentrée dans les universités. Pour les Etats-Unis, la guerre du Vietnam a joué ce rôle dans la mesure où elle pesait essentiellement sur cette partie de la population. Pour ce qui concerne la France, c'est la guerre d'Algérie qui, quelques années auparavant, avait eu un résultat similaire. Quant à l'Allemagne, elle était le siège du rejet par les nouvelles générations de l'embrigadement ou de la soumission de leurs aînés par le nazisme (la "politisation" qui découlait de ce type de situations ne pouvait par suite que se situer sur le terrain bourgeois du pacifisme de l'anti-impérialisme et de l'anti-fascisme.). Par ailleurs, ce que révèlent également les révoltes étudiantes des années 60, c'est le phénomène historique de décomposition de l'idéologie bourgeoise propre à la décadence du capitalisme. C'est un phénomène

qui est ressenti avec une acuité particulière dans le milieu étudiant dans la mesure où l'université est un des lieux privilégiés de production et de reproduction de cette idéologie. D'autre part, ce phénomène se trouve amplifié et cristallisé dans cette période par les deux facteurs précédents et notamment par la fermeture des perspectives de débouchés gratifiants pour la population universitaire.

Cet ensemble de facteurs, et leur combinaison, permet donc d'expliquer à la fois l'ampleur des révoltes étudiantes des années 60 et leur caractère "politisé" et "radical". Cependant, les bases mêmes sur lesquelles s'est opérée cette "politisation" tant au plan de la catégorie sociale concernée qu'au plan des questions touchées - n'ont pu déboucher que sur le terrain bourgeois du pacifisme, de l'anti-impérialisme et de l'anti-fascisme. De même, la révolte contre l'idéologie bourgeoise ne pouvait pas s'attaquer réellement aux fondements de celle-ci mais à ses variantes traditionnelles d'où le succès des thèmes comme le rejet de la famille, de l'autorité, de la hiérarchie, de l'oppression sexuelle.

Dans les années 60, de nombreux étudiants pouvaient se donner l'illusion d'être "révolutionnaires" en assimilant leur lutte contre certaines superstructures de la société capitaliste à une lutte contre les fondements de celles-ci; mais s'ils ont "tant aimé la révolution", ils ne pouvaient constituer comme tels ni des troupes pour celle-ci, et encore moins son avant-garde. D'ailleurs les événements de mai 68 en France en ont constitué une illustration rapide: dès lors que la classe ouvrière s'est mise en marche, le mouvement des étudiants "radicalisés" n'a pu apparaître que comme la queue de celui de la classe et il n'a dû sa survie jusqu'aux vacances d'été qu'à l'ampleur et à la durée de la grève ouvrière qui constitue de très loin l'événement historique fondamental de cette période. Et si une petite frange des étudiants "radicalisés" a pu parvenir à des positions réellement révolutionnaires, c'est avant tout parce qu'à partir de 68, justement, s'est développée la reprise historique des combats prolétariens qui est venue donner une perspective de classe à leur révolte contre la société. Pour la grande majorité d'entre eux, par contre, les préoccupations ont trouvé à s'employer dans la participation aux structures d'une université "rénovée", de même que dans des mouvements parfaitement étrangers à la classe ouvrière comme le féminisme, l'écologie ou le pacifisme.

En fin de compte, si les "mouvements" étudiants des années 60 ont pu être présentés comme une "avant garde" du mouvement de la classe, ou comme le "détonateur" de celui-ci, c'est uniquement dû à une illusion d'optique dans la lecture des faits historiques. La succession dans le temps de l'agitation étudiante et des grèves ouvrières ne traduit nullement l'existence d'un lien de cause à effet entre ces deux phénomènes. Elle s'explique par le fait que leur origine commune, la fin de la reconstruction de l'après-guerre et les premiers symptômes de la crise capitaliste, a d'abord affecté le milieu étudiant par une fermeture croissante de ses perspectives d'avenir avant que la classe ouvrière ne soit elle-même directement frappée par les effets de la crise (ralentissement des hausses salariales, croissance de l'inflation, développement du chômage).

SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT MENACER LE CAPITALISME

4) Ainsi, alors que les "mouvements" étudiants des années 60, ne pouvaient déjà pas constituer, malgré leur caractère "radical", une quelconque "avant-garde" de la lutte de classe, ceux d'aujourd'hui et ceux qui vont surgir dans le futur face à la décomposition croissante de la société bourgeoise ne peuvent que révéler de façon de plus en plus nette le caractère impuissant, stérile, privé de perspectives et étranger au prolétariat, de ce type de "mouvements". Ce ne sont pas les révoltes étudiantes des années 60, et notamment celle de 68 en France, qui sont typiques de la nature profonde des "mouvements" impliquant comme telle la jeunesse scolarisée et qui peuvent donc indiquer la forme qu'ils prendront dans l'avenir. C'est au contraire l'apolitisme "derrière lequel se cache évidemment une politique bourgeoise et d'adhésion aux thèmes bourgeois comme les droits de l'homme, la démocratie, la "liberté-égalité-fraternité" (qui figuraient sur trois banderoles bleu, blanc et rouge lors de la manifestation du 10 décembre), tels qu'on les a vus dans les manifestations récentes, qui sont significatifs de cet avenir. En effet, les conditions spécifiques qui avaient conféré aux révoltes des années 60 leur caractère "politique" et "radical" ont aujourd'hui disparu, et de façon définitive.

D'une part, les problèmes comme la guerre du Vietnam appartiennent maintenant à un lointain passé. D'autre part, les thèmes "radicaux" de contestation de la société ("changer la vie", "anti-autoritarisme", "libération sexuelle", etc) ont été magistralement récupérés par la bourgeoisie, et notamment sa gauche, au cours des années 70. Enfin, et surtout, la classe ouvrière qui était encore absente de la scène historique au cours des années 60, a engagé maintenant, et depuis plus de 18 ans, des combats répétés et de plus en plus profonds face à une détérioration croissante de ses conditions de vie. Alors

PERSPECTIVE

qu'au milieu des années 60, les étudiants semblaient avoir le quasi-monopole de la lutte contre l'ordre existant, aujourd'hui, les véritables antagonismes qui déchirent la société sont devenus une évidence, qui ne pourra que s'imposer de plus en plus, remettant à leur véritable place les mouvements de la jeunesse scolarisée.

C'est pour cela que l'agitation de ces dernières semaines qui a démarré sur la revendication du retrait de la loi Devaquet n'a pu déboucher que sur la revendication d'une "bonne démocratie" et d'une police "humaine et non violente", et cela au grand bonheur, non seulement de la gauche, mais aussi de politiciens de droite comme Barre et Giscard qui ont salué le caractère "responsable" des revendications et des manifestations par opposition à la remise en cause radicale du système du mouvement étudiant de 68.

C'est pour cela également que le recul du gouvernement, à la suite de cette agitation, ne saurait être interprété comme un témoignage d'une quelconque "force" du "mouvement" des étudiants. Ce qui a mis Chirac et compagnie en difficulté, ce ne sont pas les grèves et manifestations étudiantes, mais bien l'accumulation d'une série de fautes et gaffes politiques. Alors que l'équipe dirigeante pouvait parfaitement laisser l'agitation s'épuiser et se décomposer, quitte à retirer dès le début la loi Devaquet qui n'était nullement utile pour la poursuite de la politique de "rentabilisation" de l'université, cette accumulation de fautes n'a fait que jeter de l'huile sur le feu jusqu'à aboutir, avec le déchaînement parfaitement inutile des brutalités policières et la mort d'un étudiant, à une montée générale au sein de la population de la colère contre ces brutalités. C'est justement cette montée de la colère contre la répression qui risquait de cristalliser l'énorme potentiel de mécontentement et de combativité qui existe dès à présent dans la classe ouvrière (dont les enfants scolarisés se faisaient eux-aussi matraquer), jusqu'à déboucher sur d'importants mouvements de classe qui, eux, auraient constitué un réel danger pour la bourgeoisie. Ce n'est pas face à l'agitation étudiante que le gouvernement a fait machine arrière, mais en vue de désamorcer la bombe sociale ouvrière qui risquait d'exploser. Là encore, ce qu'ont démontré les événements récents, ce n'est pas la "force" des mouvements étudiants mais leur faiblesse.

C'est le fait que la seule force qui puisse réellement menacer ou mettre en difficulté la bourgeoisie, c'est le prolétariat. L'attitude de la presse au niveau international l'a confirmé amplement : alors que les luttes ouvrières sont l'objet d'un black-out systématique, l'agitation étudiante a fait l'objet d'une "ouverture" exceptionnelle preuve que leur éventuelle "contagion" ne serait nullement préoccupante pour la classe dominante. C'est ainsi que la bourgeoisie a pu parfaitement tolérer et rendre compte dans ses médias des manifestations étudiantes qui se sont déroulées dans plusieurs pays d'Europe en solidarité avec les étudiants français. Mais il ne lui viendra pas à l'idée d'avoir une telle attitude lorsque de réels mouvements de solidarité internationale seront le fait de la classe ouvrière. car alors, cela traduira un réel et important danger

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME : PERSPECTIVES POUR LA LUTTE OUVRIERE INTERNATIONALE
EN 1987

CLERMONT-FERRAND :
Réunion Publique le 9 janvier à 20h 30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :
Réunion Publique le 24 janvier à 14h 30 à la MNE, 23 rue Gosselet.
Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanche du mois au marché de Wazemmes.

LYON :
Réunion Publique le 9 janvier à 21h, à MAJO, impasse Métal, Villeurbanne, Métro République.
Permanence, le 13 janvier à 18h au café "La Brioche" 6, rue de la Barre, 2ème, métro Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le dimanche 11 janvier à partir de 11h 30.

MARSEILLE :
Réunion Publique le 30 janvier à 21h au 205, rue Sainte-Cécile.

NANTES :
Réunion Publique le 17 janvier à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence le 9 janvier, même adresse.
Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 10 janvier de 10h 30 à 11h 30.

PARIS :
Réunion Publique le 16 janvier à 20h 30 au 27, avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.
Permanence le 31 janvier de 17 à 19h à la même adresse.

ROUEN :
Permanence le 20/12 à 16h 30 à la Halle aux Toiles.

pour elle.

De même, le fait qu'au cours de son développement, l'agitation étudiante et lycéenne ait pu adopter d'autres caractéristiques empruntées aux combats avancés de la classe telles l'extension rapide et massive des grèves, l'auto-organisation basée sur les assemblées générales souveraines, alors même que, dans la plupart de ses combats actuels, le prolétariat n'en est pas encore à se donner ces formes d'action, ne saurait traduire une quelconque "supériorité" des luttes estudiantines par rapport aux luttes ouvrières, ou le fait que les premières puissent servir de "modèle" aux secondes. Si la jeunesse scolarisée a pu étendre aussi rapidement son "mouvement", cela ne révèle nullement que ce type de mouvements puisse représenter un réel danger pour la bourgeoisie, la moindre remise en cause de son ordre; bien au contraire. En effet, il est bien plus facile pour des étudiants ou des lycéens de se mettre en grève que pour les ouvriers. Pour ces derniers, la grève représente un acte grave, qu'ils n'accomplissent pas à la légère, qui implique (surtout avec l'accélération de la crise) des sacrifices pour eux et leurs familles, qui nécessairement traduit et entraîne un pas important dans leur prise de conscience; ce qui n'est nullement le cas pour les premiers. De même, la présence et la radicalisation systématique de l'appareil syndical au sein des entreprises constitue un obstacle réel et important contre l'auto-organisation de la classe et l'extension de ses luttes, alors que les "syndicats" étudiants n'ont pas comme fonction de s'opposer à une extension et une auto-organisation des luttes estudiantines sans danger pour le capitalisme.

Parce qu'ils représentent un phénomène fondamental au sein de la société, d'une importance incomparablement plus grande que ceux de la jeunesse scolarisée, et qu'ils doivent affronter tous les obstacles les plus variés et sophistiqués mis en place par la bourgeoisie, les mouvements de la classe ouvrière sont donc infiniment plus difficiles. Et c'est justement dans cette difficulté que réside en grande partie sa profondeur et sa force une fois qu'il s'est mis en marche. C'est pour cela, en particulier, que si la classe ouvrière peut pour sa part entraîner derrière elle d'autres couches exploitées en révolte, elle ne peut, en revanche, tirer d'enseignements que de sa propre lutte.

UNE VICTOIRE DE LA BOURGEOISIE AUJOURD'HUI, UNE NECESSAIRE DECANTATION POUR DEMAIN

5) Du fait même de l'incapacité des mouvements étudiants à constituer une quelconque remise en cause de l'ordre existant, une menace réelle pour la bourgeoisie, l'agitation étudiante de ces dernières semaines n'a nullement abouti à une "défaite de la bourgeoisie" mais au contraire à une victoire pour l'ensemble de cette classe, même si la clique chiraquienne qui domine le gouvernement se trouve momentanément affaiblie.

C'est une victoire dans la mesure où :

- elle a réussi à redorer l'image de marque (dégradée par 5 années de pouvoir) du Parti socialiste en tant que force d'opposition;

- elle est parvenue (momentanément) à créer un rideau de fumée obscurcissant, au bénéfice d'illusions démocratiques sur une "bonne police", les vrais problèmes qui se posent à la classe ouvrière : les attaques répétées contre ses conditions de vie et la nécessité de développer, unifier et prendre en main ses luttes;

- elle a pu facilement évacuer du devant de la scène ce qui constitue justement la préoccupation majeure et de fond de tous les étudiants et surtout des lycéens qui sont rattachés à la classe ouvrière : la question du chômage.

SAINTE-ETIENNE :
Réunion Publique le 4 février à 20h 30, salle 7 à la "Maison pour tous", 28, rue Palle, Beaulieu.

TOULOUSE :
Réunion Publique le 23 janvier à 21h, rendez-vous devant l'entrée Cafétéria du Géant Casino, Pont des Demoiselles.
Permanence tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique, à 18h 30 au bar "Le Colbert", av. Saint-Exupéry.
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h 30 au marché aux Puces, Place Saint-Sernin.

TOURS :
Permanence le 24 janvier à 17h à la "Maison pour tous", rue de la Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

SOUSCRIPTION

D.L. de Bav : 100F
Tours (Réunion Publique du 29/11) : Dewey 61f; HV 20F JCEV 45F; PB 20F; Dom 8F; Did 30F.
Nantes (Réunion Publique du 13/12) : Dewey 20F; Da 50F; Gen 20F; Pèpé, Hagar Dunor 10F; NX 20F; An 100F Phil 10F; Egan 20F.
TOTAL : 534F
TOTAL GENERAL : 16 858F

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

PARIS : "Parallèles". 47, rue St Honoré. 75008.
"L'Herbe Rouge". 1 bis, rue d'Alésia. 75013

MONTEIROUGE : "La Boulangerie". 67, rue de Bagneux.

ROUEN : "L'Armitière". 5, rue Basnage

LILLE : "Libre pensée". 38, rue Jules Guesde.

LYON : "La Gryphe". 5, rue Sébastien. Lyon 7ème.

Pour ces derniers, l'agitation de fin novembre-début décembre va constituer une expérience importante dans le chemin de leur prise de conscience, mais nullement en tant qu'expérience positive leur indiquant la direction à prendre. La nécessaire décantation entre ces éléments et le reste de la masse des étudiants va résulter du constat que, pour eux, ce qui leur a été présenté comme une "victoire" n'en est pas une : l'ampleur du mouvement, son "unité", le retrait de la loi Devaquet n'empêcheront nullement le fléau du chômage de poursuivre ses effets, et particulièrement parmi les jeunes ouvriers. Cette décantation va donc passer par une perte d'illusions sur le mouvement auquel ils ont participé, sur ses revendications et sur la possibilité pour un mouvement interclassiste de donner une quelconque perspective. Cependant, cette perte d'illusions, si elle constitue un terrain fertile pour une prise de conscience, ne saurait suffire à celle-ci. Elle peut aussi bien aboutir au désespoir ou au repli sur soi dans la "débrouille individuelle". Le développement de la lutte de classe, que la poursuite des attaques capitalistes (qui, en France, sont évidemment exclues de la "pause" des réformes annoncées par Chirac pour ménager la cohésion de la majorité de droite) va nécessairement entraîner, pourra venir féconder ce terrain.

En ce sens, ce n'est pas le mouvement des étudiants et lycéens qui sera, malgré son côté spectaculaire et massif le facteur déterminant dans la prise de conscience des jeunes éléments d'origine ouvrière qui se sont impliqués dedans mais bien le mouvement de la classe qui soudera, autour de ses bataillons décisifs et de sa perspective historique, l'ensemble de ses éléments. Et c'est un processus qui ne pourra être immédiat car, contrairement aux agitations étudiantes, ce mouvement du prolétariat n'est pas un feu de paille. S'il ne s'enflamme que progressivement et ne le fait pas d'emblée avec l'éclat des premières, c'est justement parce qu'à l'opposé de celles-ci, il s'attaque à la tâche la plus considérable qu'il ait été donné à l'humanité de réaliser : abolir la société d'exploitation et instaurer le communisme.

CCI. le 13/12/86

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 1088 VALENCIA,
46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
(10F + 3F de frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (idem)
PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
LA DECADENCE DU CAPITALISME
(10F + 6F de frais d'envoi)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
(20F + 6F de frais d'envoi)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
(30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais -75011-
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

1986-87: L'UNIFICATION DES LUTTES A L'ORDRE DU JOUR

■ L'année qui vient de s'écouler a marqué un tournant dans la situation mondiale et notamment sur le plan du développement de la lutte de classe dans les grandes concentrations ouvrières du bloc occidental. Face aux premiers symptômes d'une nouvelle récession économique - la 2e depuis le début des années 80 - qui, dès le printemps 86, est venue frapper le cœur du capitalisme, face aux plans d'austérité successifs qui, tout au long de cette année, se sont abattus sur la classe ouvrière, celle-ci a été contrainte non seulement de continuer à se défendre pied à pied contre la dégradation de toutes ses conditions de vie mais de chercher les moyens de résister le plus efficacement possible à ces attaques en développant la solidarité, en recherchant l'unité dans la lutte contre des attaques de plus en plus frontales, massives et simultanées dans tous les secteurs, tous les pays.

Cette nouvelle voie dans laquelle s'est engagée la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale, celle qui conduit à l'unification des luttes - notamment avec les gigantesques combats qui se sont déroulés en Belgique en avril-mai (cf. RI n°145.146.148) - signifie qu'avec l'accélération brutale de la crise les combats de classe ne peuvent que continuer à s'amplifier en s'efforçant de surmonter progressivement tous les obstacles auxquels ils se sont heurtés en Belgique comme dans tous les pays.

1987 : ACCENTUATION DES ATTAQUES CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

L'enfoncement de l'économie mondiale dans la récession qu'il s'est profilée dès 86 dans les pays les plus industrialisés du monde occidental va se traduire pour la classe ouvrière de ces pays par une attaque encore plus brutale de toutes ses conditions de vie. En ce sens, les plans d'austérité capitaliste qui vont être mis en œuvre au cours de l'année 87 vont se poursuivre dans la même lancée que ceux de l'année précédente :

- baisse draconienne du niveau de vie de tous les ouvriers à travers de nouvelles amputations des salaires, des augmentations croissantes de tous les tarifs publics ;
- dégradation inexorable des conditions de travail consécutive à la multiplication des suppressions d'emplois tant dans le secteur privé que dans le secteur public ;
- licenciements massifs dans tous les secteurs, y compris le seul secteur qui jusqu'alors avait été épargné, celui de la production d'armement (notamment en France et aux USA). Cette avalanche de licenciements sera d'autant plus facilitée par la généralisation de la politique de privatisation des entreprises nationalisées déjà amorcée en France, en Grande-Bretagne, en Hollande, en Belgique, en Espagne, et même en Allemagne de l'Ouest ;
- démantèlement de toute la couverture sociale déjà entreprise en 86 dans plusieurs pays (Belgique, Pays-Bas, France, Espagne...) : baisse régulière des allocations de chômage ; attaques contre les pensions d'invalidité et de retraite ; diminution ou suppression du remboursement des frais médicaux ; baisse des allocations familiales ;
- renforcement de l'appareil répressif planifié à l'échelle européenne au nom de la chasse aux terroristes, avec le déploiement tant du quadrillage policier dans les grandes concentrations ouvrières que de la multiplication des expulsions manu militari de milliers d'ouvriers immigrés.

Telles sont les principales attaques auxquelles devra encore et de plus en plus s'affronter la classe ouvrière dans tous les pays au cours de cette année 87. Des attaques toujours plus frontales, plus massives, des attaques à la mesure - et tendant à les dépasser - celles portées par le gouvernement Maertens en Belgique.

LES SYNDICATS CONTRE L'UNIFICATION DES LUTTES

Face à cette accélération considérable de la misère au cœur de l'Europe, la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que celui de continuer à développer les luttes engagées en 86 afin d'opposer un front de plus en plus uni aux attaques du capital. Et pour cela, il lui faudra nécessairement s'affronter à toutes les manœuvres syndicales destinées à entraver sa volonté d'unifier ses combats, manœuvres dont les luttes ouvrières de l'année 86 nous ont déjà donné un avant-goût.

Quelles sont ces manœuvres, et dans quel sens vont-elles se renforcer ? Ce sont :

- les tentatives d'enfermement des luttes dans l'usine, le secteur, la région. Ainsi, en Belgique, au début du mouvement engagé en avril par les mineurs du Limbourg, on a vu les syndicats tenter de circonscrire la colère ouvrière dans le seul secteur des mines face aux besoins ressentis par les mineurs d'étendre leur lutte, d'aller chercher la solidarité de toutes les usines de la région. De même, et alors que l'extension de la grève du secteur privé commençait à gagner le secteur public, les syndicats se sont évertués encore à empêcher l'unification de la riposte entre le secteur public et le secteur privé en tentant de saucissonner les luttes par des grèves et manifestations catégorielles soigneusement séparées les unes des autres dans le temps et dans l'espace.

Ces tentatives syndicales de division de la classe ouvrière, si elles ont été plus particulièrement significatives en Belgique, ne sont pas propres aux difficultés auxquelles s'est trouvée confrontée la bourgeoisie de ce pays qui, pendant deux semaines, a été complètement paralysé par les grèves massives, notamment celles du secteur public. En effet l'année 86 a montré que face à toutes les manifestations de colère ouvrière qui ont éclaté dans toute l'Europe occidentale (grèves des dockers, des ouvriers agricoles en Espagne ; grèves des ouvriers de l'imprimerie en Grande-Bretagne ; grèves dans la sidérurgie et le secteur public aux USA ; grèves dans les chantiers navals en France...), l'appareil syndical de tous les Etats occidentaux a mis l'ensemble de ses forces dans la bataille pour tenter d'enfermer la combativité ouvrière derrière la défense de l'usine, du secteur, de la région ;

- le saucissonnage des manifestations : lorsque, confrontés à toutes ces expériences stériles d'occupation des usines préconisée par les syndicats, les ouvriers ont commencé à manifester leur détermination à sortir de l'isolement, à faire de la rue un lieu privilégié pour élargir leurs luttes, les syndicats ont montré leur capacité à se radicaliser, à prendre les devants de la riposte ouvrière. Partout on les a vus empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes l'initiative de sortir de l'usine, partout on les a vus organiser, planifier, saucissonner les manifestations derrière des revendications corporatistes, sectorielles, du style "non à la casse du secteur public", "non à la casse des chantiers navals", etc. Et pour endiguer tout risque de débordement, toute tentative d'unification des luttes au cours de ces manifestations, on a vu encore les syndicats, jouant sur la "division" en leur sein, appeler chacun de leur côté à des manifestations séparées en des lieux et heures différents (cf. la manifestation du 21 octobre à Paris). Et si, sous la poussée ouvrière, ils ont parfois organisé des manifestations "unitaires", leurs manœuvres ont consisté à se partager le travail - avec le renfort des gauchistes - pour éloigner les secteurs les plus combatifs de plusieurs centaines de mètres (cf. la manifestation du 31 mai à Bruxelles) ;

- les faux appels à l'unité : toutes ces manœuvres de sabotage montrent la capacité des syndicats à s'adapter aux nécessités de la lutte. Non seulement sous la pression ouvrière ils ont su reprendre à leur propre compte la volonté des ouvriers de sortir des usines, de se regrouper, mais face aux besoins de plus en plus ressentis de développer une lutte massive et unie les syndicats ont montré leur aptitude à coller toujours plus à la colère ouvrière afin de pouvoir en garder globalement le contrôle. C'est ainsi que ces derniers mois on a vu les syndicats



les plus "combatifs" (CGT en France, FGTB en Belgique...) lancer de faux appels à "l'unité", à la "lutte massive". Ainsi, si à chaque pas de la lutte les lous se déguisent en agneaux, s'ils manifestent aujourd'hui leur détermination à se battre "jusqu'au bout" et "aux côtés" des ouvriers, ce n'est certainement pas pour les aider à développer leur combat, mais bien pour leur couper l'herbe sous le pied, les empêcher de prendre eux-mêmes en main l'unification des luttes. Et pour réaliser cette sale besogne, les syndicats ont dû - et devront de plus en plus - s'appuyer sur la base "radicale". On peut être sûr en effet, que celle-ci saura, comme elle a su le faire le 21 octobre à Paris, exploiter la "division" entre syndicats "modérés" et "combatifs" pour tenter de dévoyer la volonté des ouvriers d'unifier leurs luttes, sur le terrain de la lutte pour l'unité syndicale.

LA POSSIBILITE DE L'UNIFICATION DES LUTTES

Cependant, malgré toutes les difficultés auxquelles elle s'est heurtée au cours de l'année 86, malgré ses échecs répétés, la classe ouvrière dispose de nombreux atouts aujourd'hui qui doivent nous permettre d'affirmer qu'elle a les moyens de développer un front uni face aux attaques qu'elle va devoir subir, face à toutes les manœuvres que vont encore déployer les syndicats. En effet, l'ampleur et le caractère frontal des attaques à venir - avec notamment la montée en flèche du chômage dans tous les pays - donneront de plus en plus à la classe ouvrière les moyens d'une riposte massive et unie (tous les ouvriers étant attaqués en même temps) tout en lui laissant de moins en moins d'autre choix que de développer une telle riposte.

Malgré ses échecs, malgré ses moments d'hésitation ou de répit passagers, l'énorme combativité qu'elle a accumulée depuis la reprise de ses combats à l'automne 83 non seulement ne s'est pas démentie mais n'a cessé de se développer au cours de l'année

1986 comme en témoignent les explosions massives qui ont secoué non seulement la Belgique mais toute l'Europe occidentale : Espagne (manifestation massive de 50.000 ouvriers du téléphone à Madrid en février alors que simultanément se développaient des grèves dans le secteur de la santé, de l'automobile, de l'électro-ménager) ; Finlande (grève de 250.000 ouvriers en mars contre les coupes salariales) ; Norvège (grève de 100.000 ouvriers de plusieurs secteurs début avril contre le développement du chômage) ; Suède (grèves massives dans le secteur public et le secteur privé en octobre)...

Tant dans les pays situés au cœur de l'Europe qu'aux USA, on a assisté également à de multiples manifestations de solidarité non seulement au sein d'un même secteur mais entre secteur public et secteur privé, entre ouvriers "actifs" et chômeurs, traduisant une volonté générale d'élargir les luttes, de renforcer le combat de classe face à la violence des attaques bourgeoises. Et même dans les pays qui n'ont pas connu de luttes significatives, le problème de la recherche de l'unité est apparu au cœur des préoccupations ouvrières comme en a témoigné la riposte des travailleurs de la Normed en France, en juin dernier (cf. RI n°147).

Cependant, le développement de la combativité ouvrière, les premières tentatives d'unification des luttes ne sont pas les seuls atouts dont dispose le prolétariat au seuil de cette année 87. En effet, les multiples écueils auxquels il s'est heurté, les manœuvres répétées de sabotage de ses luttes par les syndicats n'ont fait qu'accroître encore sa défiance croissante à leur égard telle que l'ont manifestée ouvertement les ouvriers de Belgique au lendemain de la manifestation du 31 mai (en refusant en de nombreux endroits de reprendre le travail à l'appel des syndicats), mais aussi en France, en désertant les manifestations syndicales du 21 octobre à Paris.

C'est cette méfiance de plus en plus manifeste à l'égard des forces d'encadrement capitalistes qui constitue un des atouts essentiels de la classe ouvrière. Plus la combativité du prolétariat va être aiguillonnée par la nécessité d'unifier sa riposte, plus il va se détourner des actions proposées par les syndicats, plus il va être amené à prendre en charge sa propre lutte pour réaliser ses objectifs. Si les combats de classe de l'année 86 ont commencé à poser pratiquement la question de l'unification des luttes, ils ont montré - notamment en Belgique - que seule la mobilisation hors de toute consigne syndicale peut permettre aux ouvriers de s'engager sur le chemin de cette unité, les luttes qui vont se développer au cours de l'année 87 et par la suite vont confirmer la capacité de la classe ouvrière à faire fructifier toutes ses expériences passées.

Ainsi, les perspectives pour l'année 87 montrent d'ores et déjà quelle va être la dynamique de la lutte de classe dans tous les pays du bloc occidental : celle d'une plus grande détermination à résister à la misère capitaliste qui ne peut que conduire la classe ouvrière à s'engager résolument dans la voie de l'unification de ses luttes et, face aux manœuvres renforcées des syndicats, à ne compter que sur ses propres forces pour réaliser cette unité.

Ainsi, face aux enjeux de la situation présente, les révolutionnaires n'ont aucun doute à avoir sur la capacité de leur classe à surmonter toutes ses difficultés. Si, après les magnifiques combats de classe en Belgique ils n'ont pas vu se développer des luttes d'une telle envergure, ils ne doivent pas cependant se laisser aveugler par la situation immédiate : le long combat pour l'unification des luttes n'en est encore qu'à ses débuts.

Seule la confiance des révolutionnaires en l'avenir, en toutes les potentialités que recèlent et la situation objective d'aggravation de la crise et l'aptitude du prolétariat à tirer plus rapidement que par le passé les leçons de ses expériences, peut permettre aux révolutionnaires d'être à la hauteur de leurs responsabilités, c'est à dire de participer pleinement aux combats difficiles mais prometteurs que leur classe a déjà engagés dans cette deuxième moitié des années 80.

AVRIL

Salut à Rivoluzione Internazionale

La revue "Rivoluzione Internazionale", organe du CCI en Italie, est passée à la forme journal. C'est la réponse des révolutionnaires au nécessité d'intervention accrue de la troisième vague de luttes de classe. Plus que jamais, dans la reprise actuelle de la lutte de classe au niveau international, il est nécessaire que la voix des révolutionnaires se fasse entendre pour participer au développement de la conscience tant des enjeux de la lutte que des obstacles que la bourgeoisie met sur le chemin du prolétariat, pour participer plus directement au développement du mouvement prolétarien.

UNE MÊME CLASSE, UN MÊME COMBAT

U.S.A.

■ Aux Etats-Unis, l'année 86 a été particulièrement significative du développement de la lutte de classe. La reprise internationale de la lutte de classe qui se développe depuis la fin 83 a manifesté sa vitalité au cœur de la plus grande puissance mondiale.

Dans des conditions difficiles, car confrontée à la bourgeoisie la plus puissante du capitalisme mondial et à un isolement et à une dispersion relatifs, handicapée par un manque de tradition politique, la classe ouvrière américaine a montré une combativité grandissante.

Avec la fin de la reprise économique, l'économie US a amorcé une nouvelle plongée dans la récession. L'attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière s'est brutalement intensifiée. Cette attaque massive a créé les conditions d'un renforcement de la dynamique vers l'extension et l'unification des luttes, les mêmes tendances qui se sont affirmées dans la vague de grèves en Belgique ont trouvé leur écho de plus en plus net dans les luttes ouvrières aux USA tout au long de l'année 86.

Au début du printemps, la grève sauvage à General Electric s'est étendue à quatre usines dans le Massachusetts et la grève des cheminots de la Compagnie Maine s'est rapidement étendue à toute la Nouvelle-Angleterre avec la solidarité active des autres cheminots. Mais ce fut avec les grèves des travailleurs municipaux à Philadelphie et Detroit en juillet juste deux mois après les événements en Belgique, que ces tendances se sont particulièrement concrétisées.

A Philadelphie, les employés ont utilisé les piquets de grève massifs pour bloquer la mairie, refusé de laisser les syndicats utiliser la division du recours à la justice pour briser l'unité de la lutte, n'ont pas laissé les décisions des tribunaux détourner la lutte par l'interdiction des piquets et même ont décidé de ne pas obéir à l'injonction judiciaire de reprendre le travail. Finalement, seule la menace de la mairie de licencier les grévistes a permis aux syndicats de briser la grève. La seule manière de s'opposer à de telles manœuvres est d'étendre encore plus la lutte, d'amener plus d'ouvriers d'autres secteurs à rejoindre le combat.

A Detroit, l'effort conscient de recherche de l'unité a atteint un niveau encore plus élevé, car les employés des secteurs de la santé et des transports, qui n'étaient pas directement impliqués dans le conflit immédiat qui opposait la mairie à ses employés

de bureau, ont maintenu une unité combative, résistant aux efforts des syndicats et de la direction pour les diviser. Cette solidarité a donné à la lutte sa véritable dimension et a permis aux grévistes de repousser pour le moment l'attaque du plan d'austérité de la mairie montrant ainsi clairement que la lutte paie.

On peut voir les mêmes tendances à l'œuvre dans la grève des employés d'Hotel Atlantic City, cet automne, quand les travailleurs ont imposé les manifestations de rue comme une arme importante de la lutte de classe, bloquant la circulation, s'affrontant près de deux jours avec la police avant qu'un accord soit rapidement signé avec les employeurs. Les mêmes tendances vers la recherche rapide de l'unité, l'ignorance voulue des décisions du tribunal, manifestations dans les rues, le fait de s'épargner l'usure d'une longue grève, se sont manifestées dans la grève des travailleurs de la chaîne de cliniques médicales Kaiser-Permanente en Californie, contre une attaque des salaires et de la qualification. Les piquets massifs ont rapidement obligé cinq autres syndicats représentant d'autres employés à "rejoindre" officiellement la grève. Même les infirmières diplômées, malgré le poids du corporatisme, ont rejoint la lutte, s'opposant aux ordonnances des tribunaux et aux instructions syndicales pour manifester leur solidarité, respectant les piquets de grève en n'allant pas prendre leur poste, tandis que des centaines d'entre elles ont participé activement aux piquets journaliers.

Mettre en lumière ces tendances cruciales qui se sont manifestées dans les luttes ne signifie pas que toutes les grèves expriment la même force et la même dynamique. La bourgeoisie américaine, avec sa grande force économique, a encore clairement la capacité de disperser ses attaques et le fera autant que possible pour empêcher l'extension et maintenir l'isolement des luttes. Comme le montre la grève des sidérurgistes US Steel, la classe dominante peut encore orchestrer l'isolement des luttes et vendre l'idéologie de la grève d'usure. Le poids du secteur privé, de la division des entreprises est constamment mis à profit pour renforcer la division et l'isolement, c'est dans le secteur public que les conditions sont les plus favorables à l'extension. Pourtant, avec l'accélération des attaques contre la classe ouvrière et notamment sur le plan des licenciements, la perspective est à un renforcement de ces tendances caractéristiques des luttes que la classe ouvrière déploie sur le plan international.

JJ

Grande-Bretagne

La tendance à l'extension des luttes, la conscience de cette nécessité vitale pour ses combats de la part de la classe ouvrière, se manifestent aussi dans les luttes en Grande-Bretagne. Même si c'est de manière moins éclatante que dans les luttes en Belgique du printemps, la riposte ouvrière aux attaques que lui porte avec toujours plus de férocité le capital anglais ne faiblit pas et montre que les ouvriers cherchent de plus en plus à étendre cette riposte, à chercher la solidarité, à s'unir pour être forts parce qu'ils comprennent qu'ils sont tous logés à la même enseigne. Même si c'est encore de façon embryonnaire, les luttes ouvrières du mois de novembre sont encore une preuve de ce que nous affirmons dans notre article page 4.

Ainsi, le 14 novembre, à Strathclyde, non loin de Glasgow, les pompiers se sont mis en grève lorsque la mairie travailliste a annoncé 126 licenciements dans leurs rangs. Au bout d'une heure, la grève se terminait, reflet des difficultés que rencontrent les ouvriers travaillant dans les services d'urgence ; mais lorsque la mairie se mit à menacer d'utiliser l'armée au cas où un autre arrêt de travail se produirait, une manifestation de 2000 employés municipaux s'organisait, comprenant d'autres secteurs qui se sont mis en grève pendant une demi-journée dans toute l'Ecosse et comprenant également les enseignants écossais, qui ont prévu de faire grève en décembre contre le plan gouvernemental dont le but est de réviser à la baisse leurs salaires, tout comme ceux des pompiers de toute la Grande-Bretagne.

Dans le faubourg londonien de Lewisham, où les employés du centre de "l'Housing Action" (secteur du

logement à peu près équivalent aux HLM en France) sont en grève depuis la mi-septembre contre le refus de la mairie travailliste de leur fournir des protections après une série d'attaques dont ils ont fait l'objet de la part de la population. D'autres employés municipaux décidaient de fermer leurs portes au public un jour par semaine pour les soutenir. Le 15 novembre, la mairie travailliste menaçait ces travailleurs de suspension et en renvoyait certains chez eux. Ceci a provoqué une réaction immédiate d'autres employés municipaux qui sont sortis dans la rue. La réponse de la mairie a été... de fermer tous les bureaux ! Un meeting de 2000 employés s'est organisé alors, et ceux-ci ont décidé d'appeler à la grève générale dans tout le canton. Actuellement, la mairie prend une attitude dure et menace de sanctions encore plus dures si les employés ne retournaient pas au travail dès le mardi de la première semaine de décembre.

Encore, au sud de Londres, c'est l'ensemble des employés de la sécurité sociale (DMSS) qui sont en grève depuis la fin novembre contre les plans de restructuration du Labour-Party qui amèneront des transferts de bureaux en dehors de Londres. En Grande-Bretagne, la classe ouvrière est poussée comme ailleurs à intensifier, développer ses luttes, à riposter de plus en plus fortement, de plus en plus nombreux aux attaques frontales de sa bourgeoisie. Elle est amenée à poursuivre, et à concrétiser dans la situation actuelle les mêmes efforts que l'ensemble des ouvriers en Europe occidentale pour élargir et unifier son combat.

PPR

SUEDE

Après les grèves massives du secteur public (cf. RI n°151), des mouvements de grève se sont développés dans d'autres secteurs : grèves sauvages dans les mines d'Aitik contre les licenciements et à Pharmacia (à Umea) ; grèves dans les ports à l'initiative des syndicats mais avec l'organisation de piquets combattifs chez les grutiers.

DANEMARK

Là aussi, face aux mesures d'austérité qui se succèdent, la classe ouvrière a manifesté à plusieurs reprises depuis l'automne, sa combativité : - début octobre, grèves dans 4 hôpitaux de Copenhague du personnel contre les licenciements ; - dans la dernière semaine d'août, 1500 ouvriers de 6 secteurs différents sont partis en grève contre les baisses de salaire, les menaces de licenciement, l'augmentation du temps de travail. Les secteurs touchés : ouvriers-bouchers, secteur électronique, textile, conducteurs, ouvriers des chantiers navals ; - des actions d'employés de jardins d'enfants à Alborg contre l'augmentation de la charge de travail ; - au moins 3 grèves en solidarité avec les pompiers ; - grève de 600 ouvriers aux chantiers navals de

Fredrikshaven à cause du changement des règles de sécurité ; - au moins 2 grèves impliquant les typographes, contre les baisses de salaire.

ESPAGNE

La pression des luttes ouvrières contre les attaques économiques du gouvernement continue de se développer. Actuellement, ce sont les luttes des dockers qui touchent différents ports (Barcelone, Valence, Bilbao, Vigo...) A travers ces luttes se confirme la tendance posée de plus en plus concrètement dans les luttes aujourd'hui, la tendance à rechercher la solidarité active avec d'autres secteurs. Pour ce but diverses manifestations ouvrières sont prévues dans plusieurs ports : Barcelone, Valence, Pasajes (Pays basque). A suivre.

EUROPE DU NORD

Tous les pays d'Europe du Nord subissent une accélération brutale de la crise économique. Par exemple la Norvège, du fait de la baisse radicale des cours du prix du pétrole, sa principale source d'exportation, s'enfonce de manière dramatique dans la crise économique. C'est dans tous les pays d'Europe du Nord sans exception que la bourgeoisie, à

Brésil Démocratie et nationalisme contre les luttes ouvrières

■ Aucun mythe, aucune illusion ne résiste à la réalité de la crise économique qui secoue le monde. Et le "miracle" brésilien laisse place aux éternelles images terribles de la misère qui touche les populations du tiers-monde. Et si les explosions de désespoir et de colère de ces exclus de la société n'inquiète pas la bourgeoisie qui les réprime rapidement, il en est tout autrement pour la classe ouvrière, qui seule peut construire un rapport de force contre elle.

C'est pour faire face à la colère grandissante de la classe ouvrière que la bourgeoisie, au Brésil, a remplacé le gouvernement de dictature militaire par une "jeune", "démocratique", "nouvelle" république en 85. Mais ce changement n'a pas fait patienter la classe ouvrière pour autant et, au printemps 85, le pays est secoué par une vague de grèves massive, touchant plus particulièrement le centre industriel le plus important du Brésil, Sao Paulo (voir RI n° 133, juin 85). Et en 85, le taux d'inflation galopant est de 225 %, situation économique grave qui demande un assainissement rapide. Aussi le premier plan Cruzado ou plan "Tropical" est-il mis en place. La conséquence est le gel des prix, présenté comme devant "protéger les classes les plus défavorisées". Le résultat a été que sur le marché officiel, on n'a plus trouvé ni lait ni viande ni oeufs, mais que par contre on a pu les trouver sur le marché noir à un prix 4 à 10 fois supérieur au prix du marché officiel. Des pillages de magasins eurent lieu du fait de la pénurie, tandis que le gouvernement appelait la population à dénoncer les commerçants n'appliquant pas le gel des prix et accusait les éleveurs et les producteurs de boycotter son plan. Alors qu'il se livrait à une attaque en règle de la population et de la classe ouvrière par des mesures d'austérité, il essayait de l'occulter en faisant croire que population, classe ouvrière et gouvernement pouvaient avoir les mêmes intérêts économiques. Ces premières mesures d'assainissement, si elles ont permis de faire baisser le taux d'inflation à 15 % pour l'année 86, étaient insuffisantes, et le gouvernement instaura en novembre son 2e plan Cruzado : des augmentations brutales et spectaculaires ont lieu, de 35 % pour le téléphone et l'électricité, de 100 % pour l'alcool, de 45 à 120 % pour le tabac, de 80 % pour les voitures et l'essence. Et là, les réactions ouvrières ne se font pas attendre : les métallurgistes de Sao Paulo entrent en grève, et une manifestation importante a lieu à Rio, que la police réprime, laissant plus de 60 blessés derrière elle.

La bourgeoisie "démocratique" ne pouvait laisser se développer l'idée que la démocratie ne donne pas plus à manger que la dictature et qu'elle réprime comme la dictature.

Aussi, gouvernement et syndicats se mobilisent et appellent à une grève générale et à des manifestations le 12 décembre. Pas contre l'austérité. Pas contre les licenciements. Non. Contre les ennemis étrangers à la Nation, ceux qui exigent le paiement de la dette extérieure, alors qu'actuellement pas un pays au monde n'est en mesure de payer la sienne ; alors que l'attaque que subissent les ouvriers brésiliens est la même que celle subie par les ouvriers de tous les pays du monde ; alors que tous les gouvernements du monde montrent que leurs intérêts sont contraires à ceux de la classe ouvrière ; alors que toutes les bourgeoisies du monde montrent qu'elles sont unies quand il s'agit d'attaquer la classe ouvrière.

Et tandis que la colère et le mécontentement s'expriment au Brésil, les syndicats trouvent encore le moyen de diviser les rangs ouvriers soit par un langage "radical" : "moratoire total de la dette extérieure", dit le CUT (syndicat lié à la gauche autonome), soit par un langage "raisonnable" : "moratoire de taux d'intérêts", dit la CGT (syndicat lié au PMDB Parti du Mouvement Démocratique au Brésil, actuellement au gouvernement).

Ce genre de pièges sont ceux utilisés par la bourgeoisie d'Amérique latine, piège de la démocratie, piège de l'anti-impérialisme qui ramène sur le terrain national, terrain pourri où intérêts ouvriers et bourgeois seraient les mêmes.

Quand la classe ouvrière croit que ses intérêts peuvent se confondre avec ceux de ses exploiters, elle ne peut être que battue, malgré sa colère, malgré sa combativité. Ce n'est que quand elle se bat sur son terrain de classe, pour ses intérêts, contre le chômage, les licenciements, l'austérité qu'elle peut établir un rapport de forces contre la bourgeoisie. Et le prolétariat d'Amérique latine le comprendra d'autant plus vite que les ouvriers des autres pays, et particulièrement ceux d'Europe, continueront de développer leurs combats pour LEURS intérêts de classe, contre leurs gouvernements, là où les mythes démocratiques et des intérêts communs entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ont fait leur temps.

CL

travers ses énièmes budgets et mesures d'austérité a dû attaquer de façon massive et frontale l'ensemble des conditions de vie de la classe ouvrière. Ainsi, au Danemark, le gouvernement a présenté, début octobre, son 4e ou 5e budget d'austérité, budget surnommé "la cure de patates". L'ensemble de cette cure porte sur des augmentations de prix : sur 16 postes, dont, le gaz, l'électricité, les bières de consommation, loyers (l'essence est déjà au prix le plus élevé d'Europe) et des hausses d'impôts, etc...

C'est aussi sans exception que dans tous ces pays se sont développées des luttes de la classe ouvrière en réponse à ces attaques. Le mythe des pays soi-disant de "paix sociale" est définitivement balayé.

5 ans après la répression en Pologne, DES LEÇONS VITALES POUR LE COMBAT OUVRIER

Il y a exactement 5 ans, le 13 décembre 81, l'armée instaurait "l'état de guerre" en Pologne, des dizaines d'ouvriers étaient massacrés, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux étaient emprisonnés, la terreur étatique était rétablie sur tout un pays où la classe ouvrière avait mené les combats les plus importants du prolétariat mondial depuis plus d'un demi-siècle. Ces combats ouvriers paraissent aujourd'hui bien éloignés à l'heure où le prolétariat des principaux pays avancés, et notamment celui des énormes concentrations ouvrières d'Europe occidentale, a repris le chemin de la lutte après le recul des années 81 et 82. Mais les enseignements de ces combats et de leur défaite restent toujours valables pour le prolétariat mondial. C'est pour cela qu'il revient aux révolutionnaires de les rappeler à l'ensemble de leur classe afin qu'ils ne soient pas perdus de la mémoire ouvrière, qu'ils puissent servir aux combats présents et futurs du prolétariat.

■ Une expérience aussi importante que celle des luttes ouvrières qui ont démarré au cours de l'été 80 et qui, pendant plusieurs mois, ont constitué une sorte de phare pour le prolétariat mondial, est forcément riche d'enseignements pour celui-ci et notre journal ainsi que notre Revue Internationale en a rendu compte tout au long des années 80, 81 et 82. Nous ne pouvons ici les rappeler en totalité. En particulier, nous ne reviendrons pas sur le coup terrible asséné par les combats de Pologne au mythe de la nature "ouvrière" des Etats qui se disent socialistes. Leur nature anti-ouvrière est maintenant claire pour la majorité des ouvriers du monde. Aussi, 5 ans après la répression sanglante du 13 décembre 81, nous contenterons nous d'évoquer parmi ces enseignements ceux qui concernent plus particulièrement cette défaite afin qu'à l'avenir le prolétariat puisse s'éviter le plus possible de telles douloureuses expériences.

LE RÔLE ANTI-OUVRIER DES SYNDICATS

Un des grands enseignements des luttes de Pologne et de leur écrasement, et que la bourgeoisie réussit à masquer à la grande majorité des ouvriers de Pologne et du reste du monde, c'est le rôle anti-ouvrier et parfaitement capitaliste des syndicats. En effet, que nous montre l'évolution des rapports de force entre classes entre l'été 80 et décembre 81 ? En août 80, un prolétariat sans organisation syndicale d'aucune sorte (les syndicats officiels, complètement discrédités, s'étaient volatilisés dans le mouvement) est capable d'étendre sa lutte à l'échelle de tout un pays, de paralyser la menace d'une répression qui auparavant était l'arme favorite du pouvoir, de faire reculer ce pouvoir sur toutes les revendications mises en avant. En décembre 81, ce même prolétariat encadré dans Solidarnosc, un des syndicats les plus puissants du monde, avec ses 9 millions d'adhérents pour 35 millions d'habitants, se trouve, malgré toute l'expérience de luttes accumulées depuis 15 mois, complètement paralysé face au déchaînement de la répression. Il doit se soumettre la rage au ventre et malgré la résistance héroïque, isolée et désespérée de quelques dizaines de milliers de ses éléments les plus valeureux. Les faits parlent cruellement et démentent toute la propagande bourgeoise : la force des syndicats n'est pas celle des ouvriers. Plus les syndicats sont puissants, plus ils ont la confiance des ouvriers, et plus le prolétariat se trouve en position de faiblesse face à la bourgeoisie. Et cela pour une raison très simple : les syndicats sont des instruments de cette classe. Cette nature bourgeoise de l'organisation syndicale n'a pas tardé à se révéler dès la constitution de Solidarnosc au lendemain des accords de Gdansk du 31 août 80 qui autorisaient son existence. Dès novembre

80, Lech Walesa, figure de proue du mouvement de l'été et devenu "président" du tout nouveau syndicat "libre", inaugure avec brio son rôle de pompier volant des incendies sociaux. Ce sont les autorités elles-mêmes qui mettent à sa disposition un hélicoptère pour qu'il puisse aller convaincre les ouvriers de la région de Varsovie de mettre un terme à leur grève contre l'arrestation de 2 militants ouvriers. Par la suite, l'essentiel de l'activité de ce personnage sera consacré à se déplacer aux quatre coins du pays pour mettre sa popularité au service du sabotage des grèves qui se poursuivent un peu partout. En fin de compte l'activité unique de Solidarnosc jusqu'au 13 décembre 81 consistera à démobiliser la classe ouvrière souvent ouvertement mais aussi à travers des slogans comme "l'autogestion" des entreprises dans laquelle on fait s'intéresser les ouvriers aux bons résultats économiques du capital qui les exploite. Et c'est justement grâce à tout ce travail de démobilisation, qui peu à peu vient à bout des mouvements de la classe, que le gouvernement se trouve assez fort en décembre 81 pour lui porter le coup décisif.

Ainsi a été faite la preuve non seulement que les syndicats sont les alliés de la bourgeoisie, sont une partie de l'appareil étatique bourgeois, mais aussi que ce n'est nullement à cause de "mauvais" dirigeants. Les dirigeants de Solidarnosc étaient pour beaucoup au départ des ouvriers sincères, courageux et combatifs : c'est la logique même de l'institution syndicale qui en quelques semaines les a conduits à devenir des professionnels du sabotage de la lutte de classe. Aucun changement de direction n'y fera rien; aucun syndicat aussi "démocratique" ou "combatif" soit-il ne peut échapper à la règle : dans la période actuelle, le syndicalisme est le pire des ennemis pour la classe ouvrière. Et cela, Solidarnosc l'a confirmé même quand il a été rejeté dans la clandestinité. Son auréole de "Robin des Bois" n'a été mise à profit que pour maintenir les mystifications démocratiques et nationalistes dans la tête des ouvriers.

Si l'action du syndicat constitue le facteur déterminant de la défaite ouvrière sur le plan interne, il n'est pas le seul. En réalité, les ouvriers de Pologne n'ont pu être aussi facilement paralysés par la mystification du syndicat "libre" que parce que leurs frères de classe des pays d'Europe occidentale, qui eux ont une expérience de nombreuses décennies du syndicalisme, n'ont pas été en mesure de leur montrer le danger de celui-ci. Isolés face à un piège qu'il ne connaissait pas encore, le prolétariat de Pologne ne pouvait que s'y faire prendre. De même, ce qui a laissé les mains libres à la bourgeoisie pour exercer sa répression, c'est le fait qu'en 81 la combativité ouvrière a subi un très net recul dans l'ensemble de ces pays. Au delà donc de la responsabilité du syndicalisme, la cause première de la cruelle défaite des ouvriers de Pologne, c'est leur isolement face à une bourgeoisie mondiale qui, elle, a su manifester une solidarité sans faille face à la lutte ouvrière.

LA SOLIDARITE BOURGEOISE ET LE BESOIN DE LA GENERALISATION MONDIALE DES LUTTES OUVRIERES

Cette solidarité anti-prolétarienne, la bourgeoisie de tous les pays l'a manifestée sur tous les plans, en se répartissant les tâches de façon systématique et concertée.

Aux autorités de l'URSS est revenu le rôle d'intimider à coups de déclarations menaçantes et de manœuvres militaires les ouvriers de Pologne. Il s'agissait de leur faire croire qu'en renonçant à leurs luttes, ils pourraient s'éviter une répression des forces du Pacte de Varsovie comme en 56 en Hongrie. Ce faisant, on détournait leur attention du véritable danger de répression qui, comme on l'a vu, ve-

nait de l'intérieur même du pays. De plus, les déclarations menaçantes de l'URSS, contre Solidarnosc et ses dirigeants avaient comme précieux résultat de recréabiliser ces derniers aux yeux des ouvriers qui commençaient à comprendre leur rôle.

Les gouvernements de l'Ouest ont agité de façon tout à fait complémentaire. D'une part, ils ont fait tout leur possible, notamment sous forme de crédits, pour éviter à l'économie polonaise un effondrement catastrophique qui n'aurait pu qu'attiser les luttes ouvrières. D'autre part, avec leur dénonciation des menaces de l'URSS, amplement répercutées par les radios occidentales en langue polonaise très écoutées par la population, ils visaient à crédibiliser ces menaces auprès des ouvriers qui auraient pu ne pas les prendre au sérieux. En même temps, ils accréditaient auprès des ouvriers d'occident l'idée que la lutte des ouvriers de Pologne n'avait de sens que du fait de l'appartenance de ce pays au bloc de l'est où la "démocratie" et les "libertés" sont bannies.

Les ouvriers de l'Ouest, eux, n'avaient ainsi aucune raison de rentrer en lutte à leur tour.

Il est enfin revenu à la majorité des syndicats de l'Ouest de compléter cette mystification sur "la lutte des ouvriers polonais en faveur de la démocratie". Ils se sont associés au gouvernement pour organiser une caricature de solidarité des ouvriers de l'Ouest à leurs frères de classe de Pologne sous forme d'envois de colis de nourriture, de vêtements et de cadeaux de Noël afin de les détourner de la véritable solidarité prolétarienne : le développement des combats de classe contre leur bourgeoisie nationale. Enfin, ils ont prodigué au tout jeune syndicat Solidarnosc un maximum d'aide matérielle (baptisée également "solidarité de classe") et de conseils sur le meilleur moyen de mystifier les ouvriers.

Et c'est grâce à la réussite de cet ensemble de manœuvres bourgeoises, que la bourgeoisie, non seulement polonaise, mais aussi de tous les pays a pu infliger la sanglante défaite de décembre 81. Cette défaite n'était donc pas seulement celle du prolétariat de Pologne, mais celle du prolétariat mondial qu'il a payé par plus de 2 ans de désarroi et de recul sensible de sa combativité.

La leçon qui en découle pour la classe ouvrière, c'est la nécessité de développer et généraliser ses luttes à l'échelle mondiale. Seule une telle généralisation face à une bourgeoisie qui est parfaitement capable de s'unir par dessus ses antagonismes impérialistes lorsqu'elle affronte son ennemi mortel, le prolétariat, pourra permettre à celui-ci non seulement de s'éviter les défaites comme celle de 1981, mais aussi de s'ouvrir le chemin de la révolution communiste qui mettra à bas ce système de misère et de barbarie.

Et c'est aux prolétaires des pays les plus avancés, et notamment ceux d'Europe occidentale où se trouvent les concentrations ouvrières les plus fortes, les plus anciennes et les plus expérimentées, qui ont en face d'eux les bourgeoisies les plus fortes et les plus aguerries dans l'élaboration des pièges anti-ouvriers, c'est à ces prolétaires qu'il revient, d'être le fer de lance de cette généralisation mondiale des luttes, de démasquer aux yeux des ouvriers du monde entier la multitude de mystifications semées par la bourgeoisie sur le chemin de l'émancipation de la classe ouvrière. Et tout particulièrement de parvenir à un niveau d'auto-organisation du combat de classe qui, se développant sur base d'un rejet des mystifications et des pièges syndicaux ne pourra, à la différence de ce qui s'est produit en Pologne, être récupérée, dénaturée.

Voilà ce que les prolétaires doivent retenir de la répression de décembre 81 en Pologne. Voilà les enjeux qui sont contenus dans leurs combats présents.

13/12/86

F.M.

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.